

Brochure n° 3240

Convention collective nationale

**IDCC : 1487. – HORLOGERIE-BIJOUTERIE
(Commerce de détail)**

AVENANT N° 32 DU 16 JUIN 2016

**RELATIF À L'INSTAURATION D'UNE CONTRIBUTION CONVENTIONNELLE EXCEPTIONNELLE
DANS LE CADRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

NOR : ASET1650791M

IDCC : 1487

Entre

Syndicat Saint-Eloi

FNHBJO

D'une part, et

FNECS CFE-CGC

CSFV CFTC

FS CFDT

FCS CGT

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant s'inscrit dans le cadre de l'accord national interprofessionnel du 14 décembre 2013 relatif à la formation professionnelle et de la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale, qui modifient en profondeur l'organisation et le financement de la formation professionnelle continue.

Dans ce cadre rénové, les parties signataires s'accordent sur la volonté de poursuivre la politique active de développement de la formation mise en place par la branche avec l'appui du FORCO, OPCA désigné depuis 1994.

Le FORCO se trouve cependant aujourd'hui, dans une situation déficitaire conduisant à des mesures portant à la fois sur ses ressources et sur ses dépenses.

Dans ce cadre, et après examen de l'origine de cette situation et des moyens à mettre en œuvre pour y remédier, les parties signataires décident de la mise en œuvre d'une solidarité de branche, se traduisant par des mesures destinées à restaurer les équilibres de l'OPCA et à lui permettre de

retrouver les moyens de son développement au service de la formation professionnelle des salariés de la branche.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent avenant s'applique à toutes les entreprises relevant de la convention collective nationale du commerce de détail de l'horlogerie-bijouterie, quel que soit leur effectif.

Article 2

Contribution exceptionnelle

Il est instauré pour une durée de 2 ans, une contribution conventionnelle exceptionnelle de 0,0315 % de la masse salariale, assise sur les salaires versés en 2016 et 2017.

Cette contribution, recouvrée par le FORCO en 2017 et 2018, s'ajoute à la contribution légale.

Cette contribution, non créatrice de droits à formation, est mutualisée dès son versement et affectée au redressement de la situation financière du FORCO.

Si le FORCO venait à perdre son agrément ou si un nouvel OPCA venait à être désigné au sein de la branche, les entreprises ne seraient pas tenues au versement de la contribution exceptionnelle susvisée.

Article 3

Commission de suivi

La CPNEFP est chargée du suivi du présent accord et examinera au moins une fois par an, trois mois après la collecte, la situation de l'OPCA afin de disposer d'informations portant sur la collecte et plus globalement sur les équilibres du FORCO.

Article 4

Entrée en vigueur. – Durée

Le présent avenant entre en vigueur à compter de son dépôt auprès de la direction générale du travail.

Il cessera de produire ses effets au terme des deux années d'application, sans tacite reconduction.

Article 5

Publicité. – Extension

L'avenant sera notifié à l'ensemble des organisations syndicales représentatives.

A l'issue du délai d'opposition, il sera déposé à la DGT et son extension sera demandée. Un exemplaire sera également déposé en conseil des prud'hommes.

Fait à Paris, le 16 juin 2016.

(Suivent les signatures.)